

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple- Un But - Une Foi

Ministère des Collectivités Territoriales,
du Développement et de l'Aménagement
des Territoires

loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable des territoires (LOADT)

EXPOSÉ DES MOTIFS

Depuis son accession à la souveraineté internationale, le Sénégal s'est engagé dans une option de renforcement de sa politique d'aménagement du territoire, par une évolution institutionnelle des structures en charge de l'Aménagement du Territoire et l'élaboration progressive d'outils de planification spatiale.

Cette politique s'est traduite par la création du Bureau d'Aménagement des Terroirs et villages dès 1961, puis, en 1962, du Service de l'Aménagement du Territoire transformé, en 1967, en Direction de l'Aménagement du Territoire devenue, en 2009, l'Agence nationale de l'Aménagement du Territoire (ANAT). Aujourd'hui, la Direction de l'Aménagement du Territoire, rétablie en 2018, assure, avec l'Agence nationale de l'Aménagement du Territoire, la conduite de la politique nationale d'aménagement du Territoire.

Parallèlement, il a été noté les efforts de planification spatiale entamés depuis 1977 et ayant abouti à l'adoption, par le Conseil interministériel sur l'aménagement du territoire, en sa séance du 23 janvier 1997, du Plan national d'Aménagement du Territoire (PNAT) qui a formulé des orientations pertinentes pour un développement harmonieux et équilibré du pays à l'horizon 2021.

Cependant, le PNAT n'a pas fait l'objet d'une application effective. Les instruments et mécanismes de mise en œuvre qui ont été préconisés, tels que la Loi d'Orientation pour l'Aménagement du Territoire (LOAT) et le Fonds d'impulsion à l'Aménagement du Territoire (FIAT) n'ont pas été mis en place.

Ainsi, le territoire national est encore marqué par des déséquilibres territoriaux importants entre, d'une part, Dakar et les autres régions et, d'autre part, la partie Ouest et l'Est du pays, des disparités dans l'accès aux services de base notamment entre zones urbaines et zones rurales, une faible valorisation des ressources et potentialités des territoires et une capacité d'intervention limitée des collectivités territoriales.

Pour faire face à ces défis, des efforts ont été consentis dans le sens d'un approfondissement continu de la politique de décentralisation, à travers notamment deux réformes majeures, à savoir celles de 1996 et de 2013 :

- la réforme de 1996 qui a permis, entre autres, le transfert de neuf (9) domaines de compétence aux collectivités territoriales, dont l'aménagement du territoire ;
- la réforme de 2013, dite « Acte III de la décentralisation », qui vise à organiser le Sénégal « en territoires viables, compétitifs et porteurs de développement durable ».

Ces réformes ont été confortées par les options fondamentales du Plan Sénégal émergent (PSE) qui prévoit l'élaboration et la mise en œuvre du Plan national d'Aménagement et de Développement territorial (PNADT).

Le PNADT vise à promouvoir un aménagement et un développement équilibré du territoire national. Il fixe les grandes orientations en matière d'aménagement et de développement territorial en tenant compte des potentialités et des contraintes des territoires. Il établit les principes régissant la localisation des grandes infrastructures, des grands équipements et des services collectifs d'intérêt national. Ainsi, le PNADT, validé lors du Conseil présidentiel du 24 janvier 2020, permet d'assurer la cohérence spatiale des programmes et projets structurants de l'Etat.

Pour tirer les leçons des difficultés de mise en œuvre du PNAT, liées notamment à l'absence d'instruments juridiques, il a paru nécessaire d'encadrer le PNADT et les autres outils d'aménagement du territoire par une loi d'orientation permettant de les énoncer et de les intégrer dans le système national de planification.

Le présent projet de loi d'orientation a introduit les innovations majeures ci-après :

- la détermination des principes fondamentaux de la politique d'aménagement et de développement territorial ;
- la consécration juridique du PNADT, des schémas directeurs sectoriels et des autres documents de planification spatiale à l'échelle territoriale ;
- la création d'organes nationaux et territoriaux de l'aménagement et du développement territorial ;
- l'introduction de dispositions particulières à prendre en compte pour l'aménagement de zones spécifiques et prioritaires du fait notamment de leurs potentialités économiques ou de leur sensibilité écologique ;
- la création d'outils de maîtrise foncière et d'organismes de réflexion et d'études ;
- la mise en place d'un mécanisme de financement de la politique d'aménagement et de développement territorial : le fonds d'impulsion à l'aménagement et au développement territorial.

Le présent projet de loi comporte quatre (4) titres :

- le titre premier est relatif aux dispositions générales ;
- le titre II est consacré aux documents de planification spatiale et au dispositif institutionnel de l'aménagement et du développement territorial ;
- le titre III aborde les schémas directeurs sectoriels ;
- le titre IV traite des mécanismes de financement et des instruments de mise en œuvre des documents de planification de la politique d'aménagement et du développement territorial.

Telle est l'économie du présent projet de loi.

REPUBLIQUE DU SENEGAL

.....
Un Peuple-Un But-Une Foi

Loi n° 2021-04 portant loi d'orientation pour l'Aménagement et le Développement durable des territoires (LOADT)

L'Assemblée nationale a adopté, en sa séance du lundi 28 décembre 2020 ;
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE PREMIER. - DISPOSITIONS GENERALES

Chapitre premier. - Objet et définition

Article premier. - La présente loi fixe les principes, les orientations, les outils, organes et instruments de l'aménagement et du développement durable des territoires.

Article 2.- Au sens de la présente loi, on entend par :

- **aménagement du territoire** : un ensemble de mesures et d'actions volontaristes visant, par une organisation prospective de l'espace, à utiliser un territoire de manière rationnelle, en fonction de ses ressources et potentialités et dans le but de satisfaire les besoins immédiats et futurs de l'ensemble de la population ;
- **développement durable** : un modèle de développement qui concilie efficacité économique, équité sociale et gestion rationnelle des ressources naturelles et de l'environnement afin d'assurer la satisfaction des besoins des générations actuelles et futures ;
- **territorialisation des politiques publiques** : un ensemble de stratégies mises en place pour adapter l'action publique aux spécificités de chaque territoire en s'appuyant sur ses ressources, potentialités, dynamiques et aspirations propres. La territorialisation des politiques publiques vise à valoriser les ressources et les potentialités locales, à assurer une gestion de proximité des affaires publiques et à favoriser un partenariat dynamique entre les acteurs institutionnels et les organisations de base ;
- **gouvernance territoriale** : un ensemble de principes, valeurs, règles, mécanismes et modes de prise de décision se rapportant à la gestion du développement des territoires ;
- **développement territorial** : un processus qualitatif de transformation des structures économique, sociale, culturelle et environnementale d'un territoire. Le développement territorial s'appuie sur la valorisation des ressources et potentialités territoriales ;
- **métropole internationale** : une agglomération qui a une influence internationale et dotée de fonctions directionnelles, de services supérieurs, de capacités d'innovation scientifique et technologique. Elle entretient d'importants réseaux internationaux et bénéficie d'excellentes conditions d'accessibilité, d'accueil et d'hébergement et d'effets d'image positifs ;
- **métropole d'équilibre** : une aire urbaine capable d'influencer la configuration du système urbain national, compte tenu de son statut administratif, de sa position géographique, de ses potentialités économiques et de son poids démographique. La métropole d'équilibre assure la fonction d'équilibre entre le centre principal et le reste du territoire national ;

- **métropole régionale** : une aire urbaine ayant le statut de chef-lieu de région. Son rôle est d'assurer la structuration de l'espace régional à travers les institutions régionales et les équipements à vocation régionale qu'elle abrite. Elle concentre l'essentiel des fonctions supérieures destinées à l'usage de toute la population de la région dont elles assurent l'intégration spatiale et administrative ;
- **ville secondaire** : ville relativement importante dont l'aire d'influence est significative, à une échelle régionale. Elle s'insère dans une position moyenne et régulière dans la distribution du système urbain national. Elle assure le relais régional à travers les institutions et les équipements à vocation subrégionale qu'elle abrite ;
- **zone économique spéciale** : un espace destiné à être un pôle d'investissement par excellence en offrant un environnement compétitif aux affaires et à l'investissement ;
- **toponymie** : une discipline qui a pour objet l'étude de la formation et de l'évolution des noms de lieux ou toponymes.

Chapitre II.- Des principes fondamentaux de l'aménagement et du développement durable des territoires

Article 3.- La politique d'aménagement et de développement durable des territoires s'appuie sur les principes fondamentaux suivants :

- **la solidarité nationale** : toute politique d'aménagement et de développement durable des territoires doit assurer la cohésion sociale par un soutien aux populations et aux zones défavorisées en s'appuyant sur la complémentarité et la solidarité des territoires ;
- **l'équité** : toute politique d'aménagement et de développement durable des territoires doit préserver l'équilibre de la nation entière et offrir à tous les citoyens, où qu'ils se trouvent, un cadre d'épanouissement, conformément aux lois et règlements en vigueur ;
- **la durabilité** : toute politique d'aménagement et de développement durable des territoires doit concilier les objectifs de développement socio-économique et environnemental à court, moyen et long termes en vue d'assurer une certaine équité entre les générations présentes et futures ;
- **la participation** : toute politique d'aménagement et de développement durable des territoires doit promouvoir et garantir une participation effective de l'ensemble des acteurs, à toutes les échelles territoriales pertinentes, pour son élaboration et sa mise en œuvre.

Chapitre III.- Des objectifs et orientations générales de l'aménagement et du développement durable des territoires

Article 4.- La politique d'aménagement et de développement durable des territoires a pour objectif général un développement harmonieux du territoire national en tenant compte des vocations et potentialités des territoires. Elle concourt à l'unité et à la solidarité nationale.

Elle poursuit les principaux objectifs spécifiques suivants :

- réaliser une bonne répartition spatiale de la population, des infrastructures et des équipements à travers le territoire national ;
- assurer une valorisation adéquate et durable des ressources et potentialités des territoires ;
- promouvoir la compétitivité et l'attractivité des territoires ;
- garantir l'équité territoriale dans l'accès aux services collectifs ;
- favoriser l'intégration du Sénégal dans la sous-région et dans le monde.

Article 5.- La politique d'aménagement et de développement durable des territoires s'appuie sur les orientations fondamentales suivantes :

- la préservation de l'unité nationale et de l'intégrité du territoire ;
- la territorialisation des politiques publiques ;
- la promotion d'une bonne gouvernance territoriale ;
- la gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles ;
- la valorisation des ressources territoriales ;
- le développement humain équitable et durable ;
- le renforcement de l'aménagement sous-régional.

TITRE II.- DES DOCUMENTS DE PLANIFICATION SPATIALE ET DU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL DE L'AMENAGEMENT ET DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

Chapitre premier.- Des documents de planification de la politique d'aménagement et de développement territorial

Article 6.- Les documents de planification de la politique d'aménagement et de développement territorial sont :

- le Plan national d'Aménagement et de développement territorial (PNADT) ;
- le Schéma départemental d'Aménagement et de Développement territorial (SDADT) ;
- le Schéma communal d'Aménagement et de Développement territorial (SCADT) ;
- le Schéma de Cohérence territoriale (SCOT) ;

- le Schéma directeur d'Aménagement et de Développement territorial des zones spécifiques (SDADT-ZS).

Article 7.- Le Plan national d'Aménagement et de Développement territorial (PNADT) fixe les orientations stratégiques d'aménagement et de développement durable des territoires à l'échelle du territoire national.

Ces orientations visent à :

- assurer une bonne structuration du territoire par une armature urbaine équilibrée et un réseau adéquat d'infrastructures et d'équipements ;
- promouvoir l'émergence de pôles de développement par une valorisation durable et cohérente des ressources et potentialités des territoires ;
- promouvoir la gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles ;
- assurer l'équité territoriale dans l'accès aux services publics ;
- promouvoir une bonne cohérence territoriale ;
- promouvoir une bonne maîtrise de l'information territoriale ;
- renforcer l'intégration du Sénégal au niveau sous régional et mondial.

Le PNADT est le cadre de référence spatiale pour la territorialisation des politiques publiques. Tous les autres documents de planification économique, spatiale et sectorielle sont cohérents avec les orientations retenues par le PNADT.

Le PNADT est approuvé par décret pour une période de vingt-cinq (25) ans. Il fait l'objet d'une évaluation et d'une révision tous les dix (10) ans.

Le contenu ainsi que les modalités d'élaboration, d'approbation, d'évaluation et de révision du PNADT sont fixés par décret.

Article 8.- Conformément aux orientations du PNADT, le Schéma départemental d'Aménagement et de Développement territorial définit les options d'aménagement et de développement à l'échelle du département.

Les objectifs spécifiques du SDADT consistent à :

- assurer un accès équitable aux services sociaux de base ;
- définir les conditions d'occupation, d'affectation et d'utilisation des sols en tenant compte des activités existantes, des ressources et potentialités naturelles et des contraintes environnementales ;
- promouvoir la gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles ;
- assurer une bonne structuration de l'espace départemental par la définition de la hiérarchie fonctionnelle des établissements humains, l'identification des pôles économiques et des réseaux de communication ;

- promouvoir le développement économique du département et la création d'emplois par l'identification des filières économiques prioritaires ainsi que des équipements et services spécifiques d'appui à la production ;
- renforcer la solidarité interterritoriale, la coopération et l'intercommunalité.

Le SDADT contribue à la mise en cohérence des projets de l'Etat, des collectivités territoriales et du secteur privé à l'échelle du département.

Le SDADT est initié et adopté par délibération du conseil départemental et approuvé par le représentant de l'Etat.

Sa durée de validité est de vingt-cinq (25) ans et il fait l'objet d'une évaluation et d'une révision tous les dix (10) ans.

Les autres outils de planification élaborés au niveau départemental et communal doivent être conformes au SDADT.

Le contenu ainsi que les modalités d'élaboration, d'approbation, d'évaluation et de révision du SDADT sont fixés par décret.

Article 9.- Conformément aux options du Schéma départemental d'Aménagement et de Développement territorial, le Schéma communal d'Aménagement et de Développement territorial (SCADT) fixe les options d'aménagement et de développement à l'échelle de la commune.

Le SCADT contribue à la mise en cohérence des projets de l'Etat, des collectivités territoriales et du secteur privé à l'échelle de la commune.

Le SCADT est initié et adopté par délibération du conseil municipal et approuvé par le représentant de l'Etat.

Sa durée de validité est de vingt-cinq (25) ans et il fait l'objet d'une évaluation et d'une révision tous les dix (10) ans.

Les autres outils de planification élaborés au niveau communal doivent être conformes au SCADT.

Le contenu ainsi que les modalités d'élaboration, d'approbation, d'évaluation et de révision du SCADT sont fixés par décret.

Article 10.- Le schéma de cohérence territoriale est élaboré au niveau des grandes métropoles du pays.

Le schéma de cohérence territoriale fixe les options d'aménagement et de développement durable permettant :

- de maîtriser l'urbanisation ;
- de mettre en œuvre les fonctions stratégiques de la métropole, prévues par le PNADT ;
- de renforcer l'attractivité du territoire et sa compétitivité économique ;
- d'assurer un développement urbain et rural équilibré ;
- de mettre en cohérence les politiques publiques sectorielles et territoriales notamment dans les domaines de l'urbanisme, de l'habitat, de l'environnement, du commerce, de l'industrie, des transports et de l'accès aux services collectifs.

L'élaboration du SCOT est à l'initiative des départements, des communes et de leurs groupements.

Le SCOT est approuvé par le représentant de l'Etat pour une période de vingt-cinq (25) ans. Il fait l'objet d'une évaluation et d'une révision tous les dix (10) ans.

Le contenu ainsi que les modalités d'élaboration, d'approbation, d'évaluation et de révision du SCOT sont fixés par décret.

Article 11.- Conformément aux orientations du PNADT, des Schémas directeurs d'Aménagement et de Développement territorial de zones spécifiques (SDADT-ZS) peuvent être élaborés par l'Etat, en concertation avec les collectivités territoriales concernées ou leur groupement, pour des zones spécifiques caractérisées notamment par leurs fortes potentialités économiques, leur faible niveau d'équipement, leur sensibilité écologique ou leur statut.

Le SDADT-ZS est approuvé par décret pour une période de vingt-cinq (25) ans. Il fait l'objet d'une évaluation et d'une révision tous les dix (10) ans.

Le contenu ainsi que les modalités d'élaboration, d'approbation, d'évaluation et de révision du SDADT-ZS sont fixés par décret.

Chapitre II.- Du dispositif institutionnel de l'aménagement et du développement territorial

Article 12.- Il est institué les organes de pilotage de l'aménagement et du développement territorial, ci-après :

- le Conseil présidentiel de l'Aménagement et du Développement territorial (CPADT) ;
- la Commission nationale de l'Aménagement et du Développement territorial (CNADT) ;

- les Commissions départementales d'Aménagement et de Développement territorial (CDADT) ;
- les Commissions communales d'Aménagement et de Développement territorial (CCADT).

Article 13.- Le Conseil présidentiel de l'Aménagement et du Développement territorial (CPADT) est placé sous la présidence du Président de la République. Il définit les orientations et les objectifs de la politique d'aménagement et de développement territorial, rend les arbitrages définitifs et adopte les outils de planification élaborés à l'initiative de l'Etat.

Les missions, la composition et les modalités de fonctionnement du CPADT sont fixées par décret.

Article 14.- La Commission nationale de l'Aménagement et du Développement territorial (CNADT) est présidée par le Ministre chargé de l'Aménagement du Territoire. Elle formule des propositions au Conseil présidentiel de l'Aménagement et du Développement territorial, élabore les projets de documents de planification spatiale à l'initiative de l'Etat.

En outre, elle en propose la révision ou la modification.

Les missions, la composition et les modalités de fonctionnement de la CNADT sont fixées par décret.

Article 15.- La Commission départementale d'Aménagement et de Développement territorial (CDADT) est chargée d'élaborer le projet de Schéma départemental d'Aménagement et de Développement territorial (SDADT).

En outre, elle est chargée de faire des propositions de révision ou de modification du Schéma départemental d'Aménagement et de Développement territorial.

Elle est présidée par le président du conseil départemental.

Les missions, la composition et les modalités de fonctionnement de la CDADT sont fixées par décret.

Article 16.- La Commission communale d'Aménagement et de Développement territorial (CCADT) est chargée d'élaborer le projet de Schéma communal d'Aménagement et de Développement territorial (SCADT).

En outre, elle est chargée de faire des propositions de révision ou de modification du Schéma communal d'Aménagement et de Développement territorial.

Elle est présidée par le Maire.

Les missions, la composition et les modalités de fonctionnement de la CCADT sont fixées par décret.

TITRE III.- LES SCHEMAS DIRECTEURS SECTORIELS

Article 17.- Les schémas directeurs sectoriels sont des outils privilégiés pour assurer une bonne structuration et un développement harmonieux du territoire ainsi qu'un accès équitable aux services publics.

Sur la base des orientations du PNADT, les schémas directeurs sectoriels précisent les options de déploiement spatial des secteurs stratégiques dans le long terme et à l'échelle du territoire national.

Ils constituent des outils de dialogue et de concertation entre le ministère en charge de l'Aménagement du territoire et les ministères sectoriels.

Article 18.- Les autres documents de planification sectorielle doivent être conformes aux orientations des schémas directeurs sectoriels.

Article 19.- Les schémas directeurs sectoriels sont élaborés dans les secteurs qui concourent de façon significative à l'aménagement et au développement équilibré du territoire.

Article 20.- Les schémas directeurs sectoriels sont élaborés, conformément aux orientations du PNADT, par le ou les ministères sectoriels concernés, suivant une démarche intersectorielle.

Ils sont approuvés par décret pour une période de dix (10 ans) et font l'objet d'une actualisation tous les cinq (5) ans.

Les modalités d'élaboration, d'approbation, d'évaluation et de révision ainsi que l'énumération des schémas directeurs sectoriels sont déterminées par décret.

TITRE IV.- DES METROPOLES

Article 21.- Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan national d'Aménagement et de Développement territorial, il est créé trois (3) types de métropole :

- la métropole internationale ;
- la métropole d'équilibre ;
- la métropole régionale.

La métropole a pour objectif de valoriser les fonctions économiques, culturelles et sociales et de développer les ressources et potentialités métropolitaines.

Article 22.- La métropole regroupe plusieurs communes au sein d'un espace de solidarité, avec des liens fonctionnels à promouvoir pour permettre une bonne structuration de l'espace et des établissements humains de niveaux inférieurs.

La métropole élabore un schéma de cohérence territoriale (SCOT) permettant aux communes qui la composent d'avoir un système de planification spatiale unique et de conduire ensemble un projet d'aménagement et de développement économique, écologique, éducatif, culturel et social de leur territoire, afin d'en améliorer la compétitivité et la cohésion.

Le nom de la métropole, son périmètre, sa composition, l'adresse de son siège, ses compétences, son fonctionnement et sa gouvernance sont fixés par son décret de création.

TITRE V.- DES MECANISMES DE FINANCEMENT ET DES INSTRUMENTS DE MISE EN OEUVRE DES DOCUMENTS DE PLANIFICATION DE LA POLITIQUE D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

Article 23.- Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan national d'Aménagement et de Développement territorial, il est institué un visa de localisation pour l'implantation des projets de production et des infrastructures et équipements collectifs susceptibles d'avoir un impact significatif sur l'aménagement du territoire.

Le visa de localisation vérifie la cohérence des nouvelles installations structurantes avec les orientations retenues par les documents de planification de l'aménagement et du développement durable des territoires.

Le champ d'application et les modalités d'instruction du visa de localisation sont précisés par décret.

Article 24.- Il est institué un Fonds d'Impulsion à l'Aménagement et au Développement territorial (FIADT).

Le FIADT vise à contribuer au financement de l'élaboration et du suivi de la mise en œuvre des documents de planification spatiale et à impulser leur opérationnalisation au moyen de projets et programmes.

Les modalités d'alimentation et de fonctionnement de ce fonds sont précisées par décret.

Article 25.- L'Etat peut signer avec une ou plusieurs collectivité(s) territoriale(s) ou un groupement de collectivités territoriales un contrat-plan, qui est une convention permettant de réaliser des objectifs partagés de développement.

Les objectifs de développement retenus doivent contribuer à la mise en œuvre du PNADT et des documents de planification spatiale portés par la ou les collectivité(s) territoriale(s) ou le groupement de collectivités territoriales.

Un décret fixe le régime général, les modalités de préparation, d'adoption et de mise en œuvre des contrats-plans Etat - collectivités territoriales.

Article 26.- L'Etat peut créer, sur toute l'étendue du territoire national, des Zones d'Aménagement différé (ZAD) pour sécuriser les assiettes foncières nécessaires à la réalisation des infrastructures, équipements collectifs et zones d'activités économiques prévus par les documents de planification spatiale.

La Zone d'Aménagement différé est créée par décret.

Article 27.- Les collectivités territoriales peuvent créer des organismes de réflexion et d'étude, avec le concours de l'Etat, des établissements publics ou autres structures contribuant à l'aménagement et au développement de leur territoire.

Ces organismes ont, notamment, pour missions de suivre les évolutions urbaines, de contribuer à la définition et à la mise en œuvre des politiques d'aménagement et de développement, à l'élaboration des documents d'aménagement et d'urbanisme et de participer à la préparation des contrats plans entre l'Etat et les collectivités territoriales.

Les modalités de création, de financement et de fonctionnement de ces organismes sont précisées par décret.

Article 28.- Des politiques renforcées et territorialement différenciées de développement sont mises en œuvre dans les zones d'aménagement prioritaires (ZAP) et dans les zones urbaines sensibles (ZUS).

Les zones d'aménagement prioritaires sont caractérisées par leurs atouts spécifiques, la faiblesse de leur tissu économique, leurs déficits en infrastructures et équipements, leur sensibilité écologique ou le niveau élevé de dégradation de leurs écosystèmes.

Les zones urbaines sensibles sont caractérisées par la déstructuration du tissu urbain, la présence de quartiers d'habitat dégradés, le déficit d'infrastructures et d'équipements de base, le niveau élevé de dégradation de l'écosystème et un taux de chômage particulièrement élevé.

Les zones d'aménagement prioritaires et les zones urbaines sensibles sont créées par décret sur rapport du Ministre chargé de l'aménagement du territoire.

Article 29.- L'Etat peut créer, en relation avec les collectivités territoriales, des zones économiques spéciales (ZES) dans certaines parties du territoire national pour promouvoir la création d'emplois et de richesses.

Article 30.- Il est créé un Observatoire national des Territoires (ONT) chargé de collecter et de diffuser l'information territoriale.

L'accès à l'information géographique est garanti pour les services publics, les collectivités territoriales et les entreprises privées.

L'ONT concourt au suivi et à l'évaluation de la politique d'aménagement et de développement des territoires et constitue un outil d'aide à la décision pour tous les acteurs du territoire.

Les missions et les modalités de fonctionnement de l'ONT sont précisées par décret.

Article 31.- Il est créé une Commission nationale de Toponymie chargée de l'élaboration et de la mise en œuvre des orientations pour l'harmonisation et la normalisation de la transcription des noms géographiques au Sénégal.

Les règles d'organisation et de fonctionnement de la Commission nationale de Toponymie sont précisées par décret.

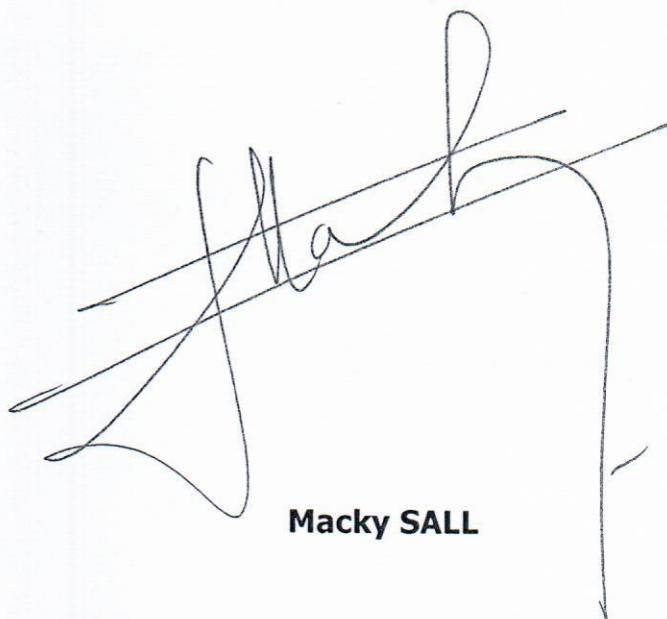
Article 32.- Il est institué un système sénégalais de référence spatiale (SSRS) en vue d'assurer une bonne maîtrise de l'information territoriale.

Le SSRS, constitué des référentiels nationaux géodésique et altimétrique, permet le rattachement de la position précise des établissements humains, des infrastructures et des équipements dans l'espace.

Les conditions d'exécution et de publication des levés terrestres et aérospatiaux et des travaux de cartographie sont fixées par décret.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Dakar, le **12 janvier 2021**



Macky SALL